

# Le minaret qui cache des enjeux

Conférence-débat avec

## Mazdak Kafai

**Membre de Solidarité avec les travailleurs en Iran (STI)  
Membre du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA)**

Le 29 novembre, aura lieu la votation fédérale sur l'initiative du « comité d'Egerkingen » (composé de l'Union démocratique du centre et de l'Union démocratique fédérale), visant à introduire l'interdiction de la construction des minarets dans la Constitution fédérale (art. 72).

Cette initiative entend interdire le minaret qui serait le « symbole d'une volonté de pouvoir qui, par principe, ignore la liberté religieuse » (*Le minaret et sa signification*, tract du comité d'Egerkingen) et, ainsi, combattre « l'islamisation rampante de la Suisse ».

Cette initiative voit se concentrer autour d'elle de nombreux fantasmes brassant pêle-mêle « voile », « terrorisme », « oppression des femmes ». En même temps les partis gouvernementaux (sauf l'UDC) la combattent, tout en évoquant à son sujet la Loi sur le maintien de la sûreté intérieure (LMSI), le ter-

rorisme, l'extrémisme violent, le commerce de substances radioactives, le flicage, le fichage, la mise sous écoute par la police fédérale, etc.. Il importe, au-delà de ces craintes fantastiques, de saisir sur quelles bases elles s'élèvent et de dégager les grands axes d'une politique différente.

### **S'agit-il de la manifestation :**

- du racisme, de la xénophobie, de simple utilitarisme pour **diviser davantage encore les salarié-e-s** ?
- de l'inexistence d'une réelle **politique d'intégration** (comprise comme la reconnaissance et connaissance réciproques des spécificités socioculturelles, encouragement concret de leurs pratiques) des autorités helvétiques, qui exigent purement et simplement l'*assimilation* des immigré-e-s, usant même de menaces à cette fin (permis conditionnel, risque d'expulsion) ?

• de la question de la **laïcité** (soit le rapport entre la religion et l'Etat) ?

### **N'importe-t-il pas plutôt de lier cela à la lutte :**

- pour faire de la naturalisation un simple acte administratif,
- pour régulariser toute personne travaillant au moins une heure par semaine (définition officielle de la population active occupée) ainsi que les membres de sa famille,
- pour parvenir à l'égalité des droits entre tous les salarié-e-s : à travail égal salaire et conditions de travail égales, contre le renvoi forcé des « étrangers ».
- contre les guerres impérialistes en Afghanistan, au Pakistan, en Palestine, etc. qui nourrissent l'islamophobie et légitiment la mise à distance des ressortissants de ces pays.

## **Genève**

**Mercredi 11 novembre 2009, 20h.  
Maison des associations (salle Gandhi), 15 rue des Savoises**

Organisation : Mouvement pour le socialisme, Editions Page 2, *La brèche*, Unia-Genève Nouveau parti anticapitaliste (NPA 74)  
Soutenu par : Cercle étudiant alapage2, Collectif des travailleurs sans statut légal (CTSSL), Colonia Libera di Ginevra

## **Lausanne**

**Jeudi 12 novembre 2009, 20h.  
Salle des Vignerons,  
Gare de Lausanne**

Organisation :  
Mouvement pour le socialisme,  
Editions Page 2, *La brèche*,  
Nouveau parti anticapitaliste (NPA 74)  
Soutenu par : solidaritéS-Vaud